

Forum mondial de l'OCDE sur la Gouvernance publique

Le leadership des femmes dans la vie publique

Favoriser la diversité pour une croissance inclusive

2-4 avril 2014, Centre de conférences de l'OCDE, Paris

La possibilité pour les femmes de participer à la vie économique et publique renforce la croissance économique, une gouvernance équitable et la confiance du public, de l'échelon local jusqu'aux plus hautes sphères de la prise de décision. L'égal accès des femmes et des hommes aux opportunités économiques dans le secteur public comme dans le privé – contribue à une économie plus durable et équitable. De surcroît, quand les décideurs publics sont véritablement représentatifs de la société qu'ils servent, ils jouissent d'une plus grande confiance de la part du public et sont davantage attentifs à des questions telles que le développement humain, la violence envers les femmes, et la fourniture des services publics. En effet, les politiques publiques peuvent déboucher sur des résultats inclusifs quand les décideurs écoutent des femmes comme des hommes, et intègrent la diversité des points de vue.

Ce Forum sera une occasion unique de collaborer avec des acteurs de premier plan des administrations publiques, des milieux parlementaires, des institutions judiciaires, de la société civile et des milieux d'affaires, venus du monde entier, et d'étudier avec eux les actions concrètes à mener pour relever les défis suivants :

- **Remédier aux inégalités entre femmes et hommes dans la vie publique – L'accès des femmes aux fonctions dirigeantes dans la vie publique**, qu'il s'agisse du monde politique, des professions juridiques, du secteur privé ou du monde universitaire, reste problématique partout dans le monde. Les femmes ne constituent à l'échelle mondiale qu'un cinquième des parlementaires et à peine 27 % des juges. Seulement 22 % des hauts responsables occupant des postes économiques et stratégiques dans le secteur public de l'Union européenne sont des femmes. Pourquoi les femmes restent-elles sous-représentées dans les instances de décision, malgré leur taux d'activité en progression et leur forte présence dans le secteur public ? Que faut-il faire pour donner aux femmes les moyens d'exercer des fonctions dirigeantes dans la vie publique ?
- **Renforcer la voix des femmes** – malgré les progrès accomplis et la capacité attestée des femmes d'occuper des fonctions dirigeantes, le taux de participation des femmes aux élections est plus faible que celui des hommes tant au niveau local que mondial. Quels sont les principaux obstacles qui empêchent les femmes de participer à la vie politique et de faire entendre leur voix ? Quel est le rôle des pouvoirs publics et les partis politiques pour remédier à ce problème ?
- **Accroître le caractère inclusif du processus d'élaboration de l'action publique et d'exécution des programmes** – les pouvoirs publics ne sont pas partout en mesure de prendre en compte la dimension de l'égalité hommes-femmes dans les décisions relatives aux dépenses publiques, les politiques et les programmes, notamment l'analyse des impacts des différents choix stratégiques sur les hommes et les femmes. Que faut-il faire pour développer des processus plus inclusifs d'élaboration des politiques et d'établissement du budget ? Quels sont les principaux obstacles et conditions favorables à la participation d'un large éventail d'acteurs dans les discussions des politiques publiques ? De quels outils disposent les pouvoirs publics ? De quels données et éléments factuels a-t-on besoin ?

Les pouvoirs publics devront remédier à ces problèmes pour s'acquitter de leurs engagements en faveur d'une croissance inclusive, restaurer la confiance du public et renforcer l'égalité de fait des femmes dans tous les secteurs. Dans cette perspective, le Forum mondial examinera les différentes démarches adoptées et recensera les enseignements qui en ont été tirés pour permettre à l'État d'être :

- un employeur qui pratique l'égalité des chances
- un garant de la démocratie
- un décideur au service d'une démarche inclusive

Les progrès accomplis dans ces domaines seront essentiels à la réalisation des objectifs actuels et futurs des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les échanges de vues apporteront aussi des éléments de réflexion à l'Initiative de l'OCDE pour la parité ainsi qu'à la Stratégie de l'OCDE pour le développement.



L'accès des femmes aux postes de pouvoir : Leçons de l'expérience dans la vie politique

Alors que la proportion de femmes dirigeantes occupant des postes de pouvoir est en augmentation, les femmes y demeurent toutefois nettement moins nombreuses que les hommes. Il existe pourtant des exemples de femmes qui ont réussi à accéder à des postes clés de décision. Quelles leçons peut-on en tirer ? Quels sont les principaux obstacles, opportunités et facteurs de succès ? Que peuvent faire les administrations publiques et les partis politiques pour assurer un égal accès et pour encourager les femmes à postuler pour un mandat ?

Atteindre une représentation équilibrée au sein des postes de direction dans le secteur public

Le secteur public est parmi les plus gros employeurs nationaux dans de nombreux pays, et les femmes sont fortement présentes dans le secteur public. Pourtant, seuls quelques pays réussissent à dépasser les 40 % de représentation des femmes aux échelons supérieurs de la fonction publique, et les femmes sont souvent limitées à des portefeuilles sociaux. Quels sont les obstacles ? Quelles politiques réussissent à lutter contre la raréfaction des femmes aux postes de responsabilité dans le secteur public ? En quoi les programmes tels que la « discrimination positive » aident-ils les femmes à accéder au sommet dans la fonction publique ?

Les femmes dans les professions judiciaires et juridiques

Depuis les dernières décennies, le nombre de femmes juges, associées de cabinet juridique et fonctionnaires de police a sensiblement augmenté dans le monde entier. Dans certains pays, comme les États-Unis, les femmes constituent environ la moitié des étudiants en droit - mais elles sont nettement moins nombreuses que les hommes dans la judiciaire et dans diverses fonctions dirigeantes au sein des professions juridiques. Quels sont les obstacles à la promotion des femmes dans les professions juridiques ? Quelles sont les solutions ?

Vers un accès équitable aux opportunités dans la vie publique

Dans de nombreux domaines, les obstacles structurels continuent de restreindre les possibilités qu'ont les femmes de prendre une part active à la vie publique, notamment de prendre un emploi public, de postuler à un mandat, ou de gérer une ONG. Quels sont les principaux obstacles : accès à l'éducation, aux soins de santé, aux ressources, réseaux, aux services de garde d'enfants ? Quel est l'impact des facteurs extérieurs ? Quelles sont les pressions démographiques qui s'exercent ? Quelles sont les réponses qui s'imposent de la part des pouvoirs publics, de la société civile et des citoyens pour venir à bout de ces obstacles ? Comment associer les hommes à cet effort ?

S'attaquer aux stéréotypes et aux normes sociales et juridiques discriminatoires

Les femmes demeurent confrontées aux discriminations juridiques, aux pratiques et normes sociales discriminatoires. Les normes, attitudes et pratiques sociales (p. ex. la répartition du travail rémunéré et non rémunéré, et les mariages précoces) qui limitent l'accès des femmes aux institutions, aux droits de propriété, à l'emploi, etc. et empêchent la participation des femmes à la sphère publique. Quelles mesures concrètes les pouvoirs publics peuvent-ils prendre pour venir à bout des stéréotypes et supprimer les institutions sociales discriminatoires ? Quelles bonnes pratiques recense-t-on dans ce domaine et quels enseignements en a-t-on tiré ?

Renforcer les institutions publiques et la gouvernance en faveur de l'égalité hommes-femmes

De nombreux pays ont mis en place divers mécanismes institutionnels visant à appuyer l'élaboration de politiques prenant en compte la problématique hommes-femmes et à amener les pouvoirs publics à mieux rendre compte de leurs efforts pour supprimer les inégalités entre hommes et femmes. Quelles réformes récentes ont renforcé les cadres institutionnels nationaux concernant la problématique hommes-femmes ? Comment s'assurer que ces réformes sont convenablement mises en œuvre ? Quel rôle peuvent jouer à cet égard les commissaires à l'égalité des chances, les parlements, et la société civile ?

La diversité des genres dans le secteur public - Facteur d'une meilleure performance ?

Il existe certaines preuves que l'amélioration de la mixité des conseils d'administration dans le secteur privé améliore les performances. Comment la diversité des sexes influent sur la qualité et l'intégrité du travail dans le secteur public ?

Vers des politiques, des programmes et des budgets inclusifs qui prennent en compte la problématique hommes-femmes

Les décisions prises dans le cadre de politiques et de programmes qui ne font pas apparemment de distinction entre les sexes peuvent avoir des effets préjudiciables, qu'ils soient intentionnels ou non, sur la capacité des femmes de participer à la vie sociale sur un pied d'égalité avec les hommes. Des politiques inclusives qui prennent en compte la problématique hommes-femmes doivent être conçues et mises en œuvre d'une façon transparente et empirique, et qui répondent aux besoins des hommes et des femmes. Que peuvent faire les pouvoirs publics pour permettre aux femmes et aux hommes de participer à l'élaboration des politiques ?

Pour de plus amples informations, voir www.oecd.org/gouvernance/forummondial ou contacter GFGOV@oecd.org